Art. 5. - Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 décembre 2003.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2003-2545 du 9 décembre 2003, portant création d'un périmètre public irrigué à Henchir Ellouza de la délégation de Beni Hassen, au gouvernorat de Monastir.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et par la loi n° 2000-30 du 6 mars 2000,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le décret n° 88-1650 du 14 septembre 1988, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Monastir,

Vu le décret n° 2000-1949 du 12 septembre 2000, fixant la composition et les compétences de la commission nationale consultative de l'aménagement foncier agricole,

Vu l'avis de la commission nationale consultative de l'aménagement foncier agricole, réunie le 5 novembre 2002,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Il est créé un périmètre public irrigué à Henchir Ellouza de la délégation de Beni Hassen, du gouvernorat de Monastir sur une superficie de quatre vingt dix sept hectares (97 ha) environ, délimité par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/25.000 ci-joint.

Art. 2. - La superficie totale des parcelles appartenant à un même propriétaire, déduction faite de la superficie cédée gratuitement à l'Etat à titre de contribution en nature aux investissements publics, ne peut en aucune façon, excéder à une limite de huit hectares (8 ha) de terres irrigables, ni être inférieure à un hectare 50 ares (1 ha 50 ares) pour l'ensemble du périmètre.

Art. 3. - La contribution aux investissements publics effectués dans le périmètre public irrigué de Henchir Ellouza prévue à l'article 2 (nouveau) de la loi susvisée n° 63-18 du 27 mai 1963 est fixée à six cent trente dinars (630 dinars) par hectare irrigable.

La valeur de cette contribution est obligatoirement payée et en priorité en nature (terre) pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est supérieure à la limite maximale fixée par l'article 2 du présent décret.

La valeur de cette contribution est obligatoirement payée en espèce pour tous les propriétaires possédant à l'intérieur du périmètre des terres dont la superficie totale est inférieure à la limite minimale fixée par l'article 2 du présent décret.

Elle est payée en espèce ou en nature, au choix du propriétaire, au cas où la superficie des terres appropriées est comprise entre les limites maximale et minimale fixées par l'article 2 du présent décret.

La superficie restante après la contribution en nature ne doit pas être inférieure à la limite minimale.

Art. 4. - Le périmètre public irrigué visé à l'article premier du présent décret est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi susvisée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Monastir approuvée par le décret n° 88-1650 du 14 septembre 1988 est en conséquence, modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier du présent décret.

Art. 5. - Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 décembre 2003.

Zine El Abidine Ben Ali

Décret n° 2003-2546 du 9 décembre 2003, portant extension du périmètre public irrigué de Bouhertma 5 (3^{ème} tranche) de la délégation de Jendouba, au gouvernorat de Jendouba.

Le Président de la République,

Sur proposition du ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques,

Vu la loi n° 63-18 du 27 mai 1963, portant réforme agraire dans les périmètres publics irrigués, telle que modifiée et complétée par la loi n° 71-9 du 16 février 1971 et par la loi n° 2000-30 du 6 mars 2000,

Vu la loi n° 83-87 du 11 novembre 1983, relative à la protection des terres agricoles, telle que modifiée et complétée par la loi n° 90-45 du 23 avril 1990 et par la loi n° 96-104 du 25 novembre 1996,

Vu le décret n° 88-694 du 7 mars 1988, fixant les zones de sauvegarde des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba,

Vu le décret n° 99-2283 du 11 octobre 1999, portant création du périmètre public irrigué de Bouhertma 5 (3^{ème} tranche),

Vu le décret n° 2000-1949 du 12 septembre 2000, fixant la composition et les compétences de la commission nationale consultative de l'aménagement foncier agricole,

Vu l'avis de la commission nationale consultative de l'aménagement foncier agricole réunie, le 15 avril 2003,

Vu l'avis du tribunal administratif.

Décète :

Article premier - Les limites du périmètre public irrigué de Bouhertma 5 (3^{ème} tranche) de la délégation de Jendouba, au gouvernorat de Jendouba, créé par le décret n° 99-2283 du 11 octobre 1999, sont étendues, et ce, par l'intégration d'une superficie de cinq cent soixante quatorze hectares (574 ha) environ, délimité par un liseré rouge sur l'extrait de carte au 1/25.000 ci-joint.

Art. 2. - Les dispositions du décret susvisé n° 99-2283 du 11 octobre 1999, relatives à la fixation des limites de la propriété ainsi que le montant de la contribution aux

investissements publics, s'appliquent à la superficie intégrée dans le périmètre public irrigué de Bouhertma 5 (3^{ème} tranche).

Art. 3. - Le périmètre public irrigué visé à l'article premier du présent décret est classé dans les zones d'interdiction prévues par l'article 4 de la loi susvisée n° 83-87 du 11 novembre 1983. La carte de protection des terres agricoles du gouvernorat de Jendouba approuvée par le décret n° 88-694 du 7 mars 1988 est en conséquence, modifiée conformément à l'extrait de carte visé à l'article premier du présent décret.

Art. 4. - Le ministre de l'agriculture, de l'environnement et des ressources hydrauliques est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 9 décembre 2003.

Zine El Abidine Ben Ali

**MINISTERE DE LA CULTURE,
DE LA JEUNESSE ET DES LOISIRS**

NOMINATION

Par décret n° 2003-2547 du 11 décembre 2003.

Madame Radhia Habbassi, secrétaire culturel, est chargée des fonctions de chef de service au bureau des affaires régionales et des établissements sous tutelle au cabinet du ministre de la culture, de la jeunesse et des loisirs.

**MINISTERE DES AFFAIRES SOCIALES
ET DE LA SOLIDARITE**

Arrêté du ministre des affaires sociales et de la solidarité du 9 décembre 2003, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'administrateur conseiller du service social.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 99-2359 du 27 octobre 1999, fixant le statut particulier des personnels du service social des administrations publiques,

Vu l'arrêté du 6 novembre 2000, fixant les modalités d'organisation du concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'administrateur conseiller du service social.

Arrête :

Article premier - Est ouvert au ministère des affaires sociales et de la solidarité, le 25 mars 2004 et jours

suyvants, un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'administrateur conseiller du service social.

Art. 2. - Le nombre d'emplois à pourvoir est fixé à dix huit (18).

Art. 3. - La liste d'inscription des candidatures est clôturée le 27 février 2004.

Tunis, le 9 décembre 2003.

*Le ministre des affaires sociales et
de la solidarité*
Chedly Neffati

Vu

Le Premier ministre
Mohamed Ghannouchi

Arrêté du ministre des affaires sociales et de la solidarité du 12 décembre 2003, portant ouverture d'un concours sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs de l'éducation sociale.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et des établissements publics à caractère administratif, ensemble les textes qui l'ont modifiée ou complétée et notamment la loi n° 2003-20 du 17 mars 2003,

Vu le décret n° 73-355 du 24 juillet 1973, portant statut particulier des personnels de l'inspection pédagogique de l'éducation sociale du ministère des affaires sociales, tel que modifié et complété par le décret n° 91-243 du 4 février 1991 et le décret n° 2000-1788 du 31 juillet 2000,

Vu l'arrêté du 16 juillet 1998, fixant le règlement et le programme du concours sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs de l'éducation sociale.

Arrête :

Article premier. - Est ouvert au ministère des affaires sociales et de la solidarité, le 9 février 2004 et jours suivants, un concours sur épreuves pour le recrutement d'inspecteurs de l'éducation sociale.

Art. 2. - Le nombre d'emplois à pourvoir est fixé à vingt quatre (24).

Art. 3. - La liste d'inscription des candidatures est clôturée le 9 janvier 2004.

Tunis, le 12 décembre 2003.

*Le ministre des affaires sociales
et de la solidarité*
Chedly Neffati

Vu

Le Premier ministre
Mohamed Ghannouchi

Arrêté du ministre des affaires sociales et de la solidarité du 9 décembre 2003, portant ouverture d'un concours interne sur épreuves pour la promotion au grade d'assistant social principal.

Le ministre des affaires sociales et de la solidarité,

Vu la loi n° 83-112 du 12 décembre 1983, portant statut général des personnels de l'Etat, des collectivités locales et